

## BURKINA FASO

### Région du Plateau central

(55,443 PDI, source : SP/CONASUR, 31 mars 2023)



## Rapport mensuel Monitoring de Protection – Avril 2024

**1772** Personnes en déplacements

**02** cas de VBG enregistrés avec **02** victimes

Cas de protection pris en charge : **00**

Cas de protection référés : **00**



Causerie éducative à Tanhédé le 24/04/2024

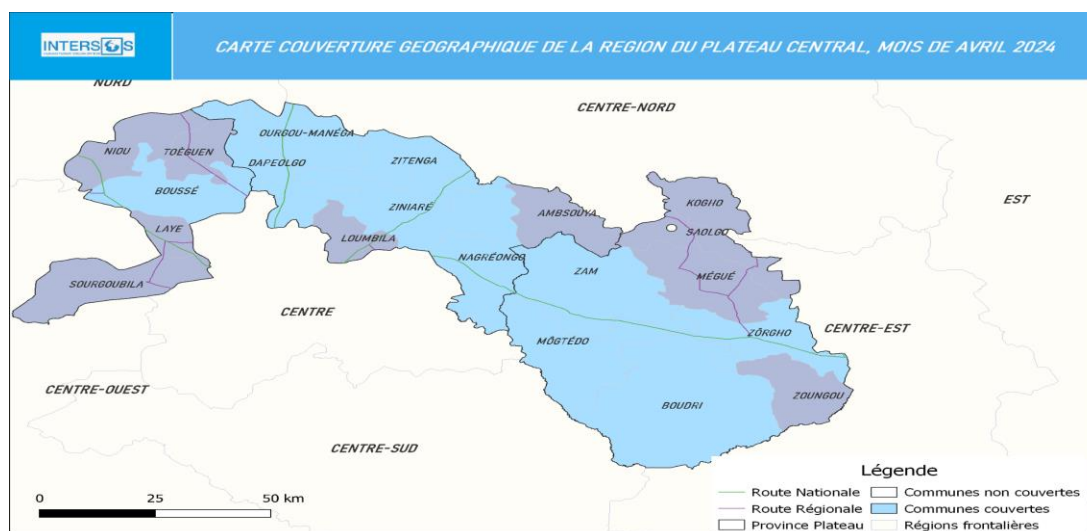
## I. Résumé

La situation de Protection dans la région du Plateau Central a été relativement stable comme dans les mois précédents. Cette stabilité fait d'elle une région de prédilection pour les personnes déplacées en provenance des autres régions où sont actifs les groupes armés non identifiés. Ainsi, au cours de ce mois, la région a enregistré des arrivées de populations de **57 ménages** composés de **612 personnes** dont **227 filles**, **131 femmes**, **167 garçons** et **87 hommes**. Ces déplacements sont de types primaire et secondaire et en provenance des régions à fort défis sécuritaires telles que l'Est (Nadiagou, Gayéri, Madjoari) ; le Sahel (Arbinda et Djibo); le Centre-Nord ( Boulsa dans le Namentenga), le Plateau Central (Déplacement intra-Commune dans le Kourwéogo). Par ailleurs, avec les opérations de sécurisations des zones à fort défis sécuritaires, des populations du village de Vouwogdo dans la commune de Pibaoré dans le Centre-Nord, précédemment installées sur le site PDI de Kolokoom dans la commune de Nagréongo, ont regagné leur village au cours de ce mois. Ce retour concerne **1160 personnes**, composées de **140 ménages** de **416 filles**, **298 femmes**, **304 garçons** et de **142 hommes**.

Bien que la région soit stable sur le plan sécuritaire, elle enregistre souvent des violations ou risque de violation de droits. C'est ainsi que deux (**02**) incidents VBG ont été enregistrés au cours de ce mois à Nagreonkoudgo dans la commune de Nagréongo et à Kuilmasga dans la commune de Zoungou. Il s'agit pour le premier cas, d'un cas de viol sur une (01) fille PDI de **12 ans** par un jeune PDI d'environ 20 ans du village de Nagreonkoudgo. Le second incident concerne un cas de mariage précoce d'une (01) fille PDI âgée de 15 ans et orpheline de père, du village de Kuilmasga dans la commune de Zoungou.

Cependant, les 47 personnes vulnérables identifiées au cours du mois ne sont pas forcément prises en charge du fait de l'absence d'acteurs humanitaires de réponses malgré les efforts de l'action humanitaire, de INTERSOS et certains acteurs présents (PAM qui intervient à travers l'ONG APIL, CREDO, Terre des hommes Lausanne). Cette situation limite la protection des personnes sous mandat qui sont confrontées à plusieurs risques tels que les VBG, les violences, la discrimination, l'abus, la négligence et l'exploitation des enfants déplacés etc.

## II. Couverture géographique



- **Accessibilité**

Au cours du mois d'avril, les activités de Monitoring de Protection P21 ont été réalisées dans toutes les provinces de la région du Plateau Central à savoir l'Oubritenga, le Ganzourgou et le Kourwéogo. Bien que toutes les provinces aient été couvertes, uniquement dix (10) communes ont été couvertes en présentiel pour raison du nombre insuffisant de moniteurs INTERSOS, car la région n'en compte que deux (02) seulement.

- ❖ **10 communes couvertes en présentiel** : Mogtédou, Zorgho, Zoungou et Zam dans le Ganzourgou ; Zitenga, Ziniaré, Nagréongo, Dapélogo, Ourgou-Manega dans l'Oubritenga ; et Boussé dans le Kourwéogo.

- **Méthodologie de collecte d'informations**

La méthode de collecte de données utilisée combine à la fois une approche individuelle et une approche communautaire, une approche quantitative et qualitative. L'administration d'entretiens semi-directifs, permet de collecter des données agrégées à l'échelle des communes puis analysées afin de dégager les tendances de la perception des communautés sur les risques de Protection auxquelles elles sont confrontées. L'administration de formulaires d'incident de Protection permet également de documenter les incidents de Protection rapportés par les communautés et individus enquêtés. Cette collecte s'effectue de manière mensuelle et rotative auprès d'un échantillon composé « d'informateurs clés » et de « ménages (familles) », de survivant(e)s de violations de droits humains, tout en s'appuyant sur un réseau de relais communautaires composé de membres de comités locaux de Protection situés au niveau commune et de points focaux communautaires situés au niveau village/localité. Consacrant le principe de localisation, le dispositif de Monitoring de Protection (P21) en place dans la région du Plateau Central implique également la participation de l'organisation de la société civile **Wend Yam**. Cela a permis d'élargir la couverture géographique de INTERSOS et d'atteindre plus de communes et de villages, y compris les plus difficiles d'accès.

Au cours du mois considéré, la collecte des données liées au P21 s'est réalisée via les outils suivants :

- **12 questionnaires chefs de ménages** ont été administrés auprès de six (06) femmes (**01** hôte, **05 PDI**) et de six (06) hommes (**01** hôte et **05 PDI**). La collecte des données P21 a été réalisée dans cinq (05) communes des provinces de l'Oubritenga et du Ganzourgou. Les communes couvertes sont celles de Dapélogo dans le village de Nioniogo, celles de Nagréongo dans le village de Nagreongkoudgo, de Zorgho dans le village Sapaga, de Zam dans les villages de Bagrin et Wayen, de Mogtédou dans le village de Tanhédé. En outre, la collecte a été réalisée sur les sites miniers PDI, des maisons d'emprunt PDI, dans des familles d'accueil ainsi que chez les hôtes ;
- **12 questionnaires informateurs clés ont été administrés** à six (06) femmes (**02** hôte et **04 PDI**) et à six (06) hommes (**02** hôtes et **04 PDI**). Ces questionnaires ont été administrés dans les provinces de l'Oubritenga et du Ganzourgou plus précisément dans les communes de Dapélogo sur le site PDI de Nioniogo, de Nagréongo sur le site PDI de Nagreongkoudgo, A Zam dans des familles d'accueil de Wayen et auprès des PDI vivant en location à Bagrin, à Sapaga auprès des PDI vivant en location et à Mogtédou auprès des PDI vivant dans des familles d'accueil de Tanhédé ;
- **12 fiches d'incidents communautaires en lien avec le déplacement de population** ont été renseignées ;
- **deux (02) fiches d'incident individuel en lien avec un cas de viol et un cas de mariage forcé** ont été renseignées ;

- 47 fiches d'identification rapide de PBS ont été renseignées sur Kobo collect ;
- huit (08) cas de protection liés à une éviction forcée a été enregistrés sur Kobo collect.

### III. Typologies des déplacements identifiés

Avec son statut de zone d'accueil, la région du plateau central continue d'enregistrer des mouvements de population tant d'arrivée que de retour. Ainsi, au cours du mois d'avril, il y a eu 197 ménages en situation de déplacement dont 643 filles, 429 femmes, 471 garçons et 229 hommes. Il y a eu en tout 57 ménages de 612 personnes arrivées au cours du mois pour 227 filles, 131 femmes, 167 garçons et 87 hommes venant de l'Est (Kompienga, Gayeri), du Centre-Nord (Boulsa), du Sahel (Djibo) et du Kourwéogo pour les déplacements intra-Communes. En termes de retour, il a été enregistré 140 ménages de 1,160 personnes dont 416 filles, 298 femmes, 304 garçons et 142 hommes à destination de Vouwogdo dans la commune de Pibaoré dans le Centre-Nord.

Comparativement au mois précédent, il y a eu plus de retour que d'arrivants.

Commune, province, région (Localité de départ)	Commune, province, région (Localité d'accueil)	# ménage	# personne	# homme	# garçon	# femme	# fille	Type de déplacement	Motifs	Remarques/Besoins prioritaires
Gourma fada ; Kompienga,	Ganzourgou Mogtédo Tanhédé	05	27	04	08	05	10	Primaire	Menace et ultimatum des GANE	Besoins en Wash, Vivres, Soins médicaux AME, Abris
Kourwéogo Bousé Silmiougou	Kourwéogo Bousse	22	317	27	94	61	135	Secondaire	Eviction forcée par les FDS	Besoins en Wash, Vivres, Soins médicaux AME, Abris
Namentenga Boulsa	Ganzourgou Zougou Kuilmasga	05	36	20	00	16	00	Primaire	Préventif	Besoins en Wash, Vivres, Soins médicaux AME, Abris
Kompienga Madjoari, Komondjari Nadiagou Gayéri	Ganzourgou Zorgho Sapaga	08	62	09	20	12	21	Primaire	Incursion et attaque des GANE	Besoins en Wash, Vivres, Soins médicaux AME, Abris
Sahel Soum Djibo	Oubritenga Ourgou-Manega Loyargo	02	26	02	08	08	08	Secondaire	Réunification familiale	Besoins en Wash, Vivres, Soins médicaux AME, Abris
Sahel Soum Djibo	Kourwéogo Bousé Kolokoom	03	32	09	05	06	12	Secondaire	Réunification familiale	Besoins en Wash, Vivres, Soins

										médicaux AME, Abris
Kourwéogo Boussé Silmoungou	Kourwéogo Boussé	05	33	04	07	07	15	<b>Secondaire</b>	Eviction forcée	Besoins en Wash, Vivres, Soins médicaux AME, Abris
Est Kompienga Nadiagou	Ganzourgou Mogtédou Tanhédé	03	17	02	08	03	04	<b>Primaire</b>	Incursio n et attaque des GANE Manque d'assista nce humanit aire	Besoins en Wash, Vivres, Soins médicaux AME, Abris
Sahel Soum Djibo	Oubritenga Dapélogo Lawè	<b>02</b>	<b>25</b>	08	03	03	11	<b>Secondaire</b>	Réunific ation familiale, manque d'assista nce humanit aire	Besoins en Wash, Vivres, Soins médicaux AME, Abris
Oubritenga Nagréongo Kolokoom	Sanmatenga Pibaoré Vouwogdo	<b>140</b>	<b>1160</b>	142	304	298	416	<b>Retour</b>	Retour dans leur zone d'origine grâce à la stabilité rétablie dans la zone	RAS
Sahel Soum Arbinda	Ganzourgou Mogtédou Tanhédé	<b>01</b>	<b>24</b>	01	10	06	07	<b>Secondaire</b>	Manque d'assista nce humanit aire	Besoins en Wash, Vivres, Soins médicaux AME, Abris
Est Komondjari Gayéri	Ganzourgou Zoungou Kuilmassa	<b>01</b>	<b>13</b>	01	04	04	04	<b>Primaire</b>	Incursion et attaque des GANE	Besoins en Wash, Vivres, Soins médicaux AME, Abris
<b>TOTAUX</b>		<b>197</b>	<b>1772</b>	<b>229</b>	<b>471</b>	<b>429</b>	<b>643</b>			



#### IV. Incidents de protection



La stabilité sécuritaire qui règne au Plateau Central limite les risques de violations de droits mais quelques violations de droits tels que les VBG, les conflits liés à la cohésion sociale sont souvent observés dans la région. Cependant, au cours du mois sous rapport, deux (02) incidents VBG ont été enregistrés à Nagreankoudgo dans la commune de Nagréongo et à Kuilmasga dans la commune de Zougou. Il s'agit pour le premier cas, d'une fille PDI de 12 ans qui aurait été victime de viol alors qu'elle revenait du site du renommé guérisseur du village pour se rendre à Kolokoom, son lieu de résidence. Selon l'informateur clé, l'auteur serait un jeune PDI d'environ 20 ans vivant sur ledit site. Le second cas concerne une (01) fille PDI de 15 ans du village de Kuilmasga dans la commune de Zougou, victime de mariage précoce.

#### V. Situation par secteur

##### V.1 VBG

- **Éléments clés**

La situation de protection dans la région du Plateau Central est telle que des incidents pourraient passer sous silence du fait de l'absence de groupes armés. Cela pourrait expliquer la faible documentation de violations de droits. Au mois d'avril, deux (02) incidents liés aux violences basées sur le genre ont été enregistrés. Le premier cas concerne un (01) cas de viol, commis à Nagréongo sur une fille de 12 ans par un jeune homme PDI d'environ 20 ans qui aurait été appréhendé par la suite par les VDP et remis à la police pour nécessité d'enquête. Le second cas concerne une (01) fille PDI de 15 ans du village de Kuilmasga dans la commune de Zougou victime de mariage précoce. Au cours de la semaine du 26 Avril au 02 Mai, une (01) fille PDI enceinte dont l'auteur a nié sa paternité a été donné en mariage à un (01) PDI du même village. Après que sa belle-famille eut constaté sa grossesse, elle fut rejetée par celle-ci. Dans la détresse, cette fillette a préféré quitter le village sans laisser de trace, laissant ainsi sa mère handicapée motrice dans une profonde tristesse.

- **Activités de prévention et réponse**

Au cours de ce mois d'avril l'équipe terrain INTERSOS avec les volontaires de l'OSC Wend Yam, ont réalisé 15 séances de sensibilisation à travers des visites à domicile (07) et des causeries éducatives (08) sur les VBG à l'intention de 456 personnes. En effet les visites à domicile ont été réalisées dans les communes de Nagréongo (Watinoma, Sarogho, Kolokoom et Nagreankoudgo, Malgrétenga), de Ourgou-Manega et de Dapélogo avec la participation de **231** personnes dont **195** PDI (36 filles, **89** femmes, 18 garçons et, **52** hommes) et **36** personnes de la population hôte (19 femmes et **17** hommes) sur la violence psychologique et émotionnelle. Quant aux causeries éducatives, elles ont eu lieu dans les communes de Zitenga (Léléxé, Bissiga), Zorgho, Mogtédo et de Dapélogo. Ces activités ont réuni 225 personnes dont **158** PDI (18 filles, **86** femmes, 17 garçons et, **37** hommes) et **67** hôtes (09 filles, **35**

femmes ; 07 garçons et **16** hommes) sur les agressions physiques et les agressions sexuelles, le viol et le déni de ressources, de services et d'opportunités.

## V.2. Protection de l'enfance

- **Éléments clés**

La région du Plateau Central ayant recueilli des personnes de divers horizons suite aux différentes attaques des GANE dans les zones à fort défis sécuritaires est désormais confrontée à des situations où les enfants sont exposés à plusieurs risques de protection. La déscolarisation dû au déplacement, au manque de moyens financiers des parents et les exploitations sous toutes ses formes sont les principaux risques de protection auxquels les enfants sont quotidiennement exposés. A titre d'exemple, des élèves âgés de 14 à 18 ans des villages de Tanhédé dans la commune de Mogtédou et de Wayen dans la commune de Zam abandonnent l'école au profit des sites aurifères situés au Mali, en Guinée Conakry et en Côte d'Ivoire, s'exposant ainsi aux pires formes de travail des enfants (PFTE). Ainsi 30 élèves sur 40 auraient abandonné leurs études avant la fin de l'année pour rejoindre les sites aurifères en vue de soutenir les parents qui vivent dans une précarité extrême. Notons qu'aucune violation grave de droits de l'enfant n'a été enregistrée au cours du mois.

- **Activités de prévention et réponse**

En termes de prévention, une (01) causerie éducative sur l'importance de l'établissement d'un document civil pour l'enfant a été réalisée à Towemba dans la commune de Mogtédou auprès de 23 PDI dont 12 femmes et 11 hommes.

## V.3. État de droit

Les populations de la région du Plateau Central ont accès aux différents services administratifs et judiciaires de la région. Ces services sont fonctionnels et sont accessibles à tous sans exception même si la question liée au coût de traitement de dossier pourrait être une barrière. Ils sont utilisés pour l'établissement des documents civils (acte de naissance, CNIB, etc.) et aussi pour la résolution des conflits liés le plus souvent aux problèmes fonciers et aux ressources naturelles. A titre d'exemple, la saisine de la police de Nagréongo par les VDP pour le cas de viol commis sur une fille de 12 ans par un garçon PDI de 20 ans, illustre la présence de services étatiques dans la zone. La procédure suit son cours pour le recouvrement des droits de la survivante.

Notons aussi que la mairie de Dapélogo a facilité l'établissement des extraits d'acte de naissance de plus d'une centaine d'élèves PDI afin de leur permettre d'accéder à l'école.

- **Activités de prévention et réponse**

RAS

## V.4. Personnes ayant des besoins spécifiques

- **Éléments clés**

Au cours de ce mois, avec la collaboration de l'OSC Wend Yam, 47 PBS ont été identifiées. Ces personnes sont pour la plupart des victimes d'attaques de groupes armés non identifiés dans leurs zones localités d'origine ou des personnes membres de la population hôte vivant dans une situation précaire. Elles ont été notamment identifiées dans les communes de Dapélogo, Ourgou-Manega,

Nagréongo et Zitenga dans l'Oubritenga et de Mogtédou, Zorgho et Zam dans le Ganzourgou. Il s'agit notamment **d'une (01) veuve cheffe de ménage** sans ressources avec deux (02) enfants à charge ; **dix (10) personnes du 3ème âge sans soutien communautaire (hôtes)** soit quatre (04) femmes et six (06) hommes, **quatre (04) personnes vivant avec handicap visuel** de la communauté hôte dont une (01) femme et trois (03) hommes ; **une (01) fille mère élève** de 18 ans dont la grossesse n'a pas été reconnue par l'auteur ; **un (01) homme PDI avec des élèves à charge sans aucun moyen de subsistance** ; **une (01) personne de troisième âge sans soutien communautaire** ; **une (01) femme à risque de VBG** de 22 ans mère d'un nourrisson ; **six (06) personnes handicapées motrice sans soutien communautaire** dont deux (02) filles, deux (02) femmes, un (01) garçon et un (01) homme ; **une (01) PDI veuve cheffe de ménage** en charge de quatre (04) enfants abandonnés par le géniteur ; **trois (03) handicapés mentaux** dont une (01) femme allaitante, un (01) homme du 3ème âge, un (01) autre homme ; **une (01) femme du 3ème âge sans soutien communautaire** ; **une (01) personne du 3ème âge vivant de mendicité** ; **une (01) veuve malade sans soutien communautaire** ; **neuf (09) femmes PDI cheffes de ménages sans moyens de subsistance** ; **trois (03) personnes du 3ème âge sans soutien communautaire** dont une (01) femme et deux (02) hommes ; **deux (02) hommes sans moyens de subsistance avec plusieurs enfants à charge** ; **un (01) nourrisson** d'environ deux mois de sexe féminin, abandonné par sa mère de 22 ans.

- **Activités de prévention et réponse**

RAS

#### **V.5. Cohésion sociale**

Bien que la région du plateau Central soit stable sur le plan sécuritaire, elle reste une région d'accueil prisée pour de nombreuses personnes en situation de déplacement forcé. Une situation qui favorise l'effritement de la cohésion sociale avec la croissance continue du nombre de PDI dans la région, l'indisponibilité des terres, l'inaccessibilité ou l'insuffisance des ressources naturelles. Au cours du mois aucun conflit en lien avec la cohésion sociale n'a été enregistré, mais l'insuffisance des points d'eau dans le village de Léléxé dans la commune de Zitenga occasionnerait des disputes entre femmes sur le lieu d'approvisionnement en eau potable.

- **Activités de prévention et réponse**

Afin de prévenir les potentiels risques de tension entre PDI et population hôte, six (06) séances de sensibilisations via des visites à domicile et des causeries éducatives ont été réalisées en collaboration avec les volontaires de l'OSC partenaire Wend Yam sur le vivre ensemble, le soutien mutuel, l'exclusion sociale, l'iniquité et la marginalisation, à Sapaga dans la commune de Zorgho, à Nagréongo et Sarogho dans la commune de de Nagréongo, à Léléxé, Bissiga dans la commune de Zitenga et à Mogtédou. Les séances ont atteint 182 personnes dont 23 filles, 85 femmes, 17 garçons et 57 hommes.

#### **V.6. Logement, terre et biens (LTB)**

Malgré la situation de stabilité du Plateau Central, la problématique liée au LTB reste d'actualité. Elle s'articule autour de : manque d'abris, manque de terres cultivables, rareté des ressources naturelles (eau, bois de chauffe).

Le manque de logement s'explique par l'augmentation des frais de loyer n'étant pas forcément à la portée des PDI qui s'élève à environ 7000 FCFA le mois. Cet état de fait est vécu par les PDI installées à Tanhédé dans la commune de Mogtédou. En cas de non-paiement les occupants sont généralement



expulsés et c'est le cas d'un ménage de huit (08) personnes à Sapaga dans la commune de Zorgho. Cela est également vécu par les déplacés installés à Wayen dans la commune de Zam.

La rareté des terres cultivables constitue le deuxième problème auquel les PDI sont confrontés quotidiennement. Cette situation est plus remarquable à Mogtédou et Sapaga dans la commune de Zorgho. Pour accéder aux terres disponibles, il faut payer une somme de 30000 FCFA par lopin et en cas de manque de moyen, les PDI sont contraintes de travailler pour le compte des hôtes pour recevoir de quoi manger en retour.

Quant à l'exploitation des bois de chauffe, en raison de leur rareté, les femmes PDI sont obligées de parcourir des km pour s'en procurer avec des risques élevés de viols. Au cas où les bois sont disponibles, ils sont vendus chers allant jusqu'à 2000 FCFA le tas.

- **Activités de prévention et réponse**

Au cours de ce mois d'avril, l'association BAOBAB a offert un terrain à 100 ménages PDI et hôtes pour la construction de logements à Sapaga dans la commune de Zorgho.

## **V.7. Protection à base communautaire**

- **Activités réalisées par la communauté**

La réalisation des activités de Monitoring de Protection P21 a été possible grâce à l'implication des points focaux, les comités de protection et les leaders communautaires en collaboration avec l'OSC partenaire Wend Yam. Au cours de ce mois sous rapport, un cas de viol a été signalé par un membre du comité de protection de Nagréongo. Par ailleurs, pour le renforcement des capacités des membres de comités INTERSOS deux (02) sessions de formations ont été réalisées :

- **le 17 avril 2024** une formation de recyclage sur le monitoring, l'identification des PBS, les concepts clés de la protection à base communautaire a eu lieu à la maison de la femme de Zorgho avec dix (10) participants dont trois (03) femmes et sept (07) hommes.
- **le 19 avril 2024** a eu lieu la deuxième session de formation sur le monitoring, l'identification des PBS, les concepts clés de la protection à base communautaire au centre communautaire de Ziniaré avec la participation de 10 personnes dont une (01) femme et neuf (09) hommes.

## **VI. Partage d'informations et coordination**

- **Autorités**

La collaboration entre l'ONG INTERSOS et les autorités administratives de la région du Plateau Central est au beau fixe depuis son implantation dans la région. Celles-ci ne ménagent aucun effort pour accompagner INTERSOS dans la réalisation de ses activités de terrain. C'est ainsi que des rencontres ont eu lieu au cours du mois d'avril pour la facilitation de la réalisation des activités sur le terrain :

- **le 03 avril 2024** : une rencontre d'échanges a eu lieu avec les agents du service social de la commune de Zam dans la province du Ganzourgou, afin de leur renouveler la gratitude de INTERSOS pour leur accompagnement depuis le début du projet et de solliciter à nouveau leur accompagnement pour cette nouvelle année. Les agents sociaux ont souhaité plus d'implication dans la réalisation des activités terrain de l'ONG INTERSOS.

- **le 09 avril 2024** : la monitrice de protection intervenant dans le Ganzourgou a effectué une visite de courtoisie à la direction provinciale de l'action sociale pour solliciter leur accompagnement lors de la formation des membres des comités et points focaux de protection du Ganzourgou qui était prévu pour le 17 avril. A l'issue de cette visite, le Directeur Provincial de l'Action Humanitaire du Ganzourgou a facilité l'accès à la salle de formation au sein de la maison de la femme de Zorgho.

## VII. Recommandations

Province	Localité	Objet	Destinataire	Niveau de mise en œuvre	Commentaires
Ganzourgou	Tanhédé (Mogtédó)	Réhabilitation d'Abris pour les PDI	UNHCR, DP Action Humanitaire de l'Oubritenga	Urgent	Cette action serait la bienvenue pour les PDI
Ganzourgou	Wayen (Zam)	Construction d'Abris pour les PDI	UNHCR, DP Action Humanitaire	Urgent	Cette action permettra de préserver la dignité des PDI.
Ganzourgou	Sapaga (Zorgho)	Accompagner les femmes pour la réalisation d'AGR	INTERSOS, UNHCR	Modéré	Une action qui contribuera à l'auto-suffisance alimentaire dans les familles et à mettre les femmes à l'abri des VBG.
Oubritenga	Nioniogo (Dapélogo)	Réhabilitation des Abris des PDI	UNHCR, DP Action Humanitaire	Urgent	Cette action viendra soulager la population.
Kourwéogo	Boussé	Assistance en Abris	DP Action Humanitaire, UNHCR	Urgent	Préserver la dignité de chaque PDI en leur offrant un toit où se loger